

Lectures

Les comptes rendus, 2013

Guillaume Cassier, Kévin Crouzet, Benjamin Dourdy et Lino Galiana

Thomas Piketty, *Le Capital au XXI*^e siècle

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Guillaume Cassier, Kévin Crouzet, Benjamin Dourdy et Lino Galiana, « Thomas Piketty, *Le Capital au XXI*^e siècle », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2013, mis en ligne le 05 décembre 2013, consulté le 01 février 2016. URL: http://lectures.revues.org/12931

Éditeur : Liens Socio http://lectures.revues.org http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur :

http://lectures.revues.org/12931

Document généré automatiquement le 01 février 2016.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

Guillaume Cassier, Kévin Crouzet, Benjamin Dourdy et Lino Galiana

Thomas Piketty, Le Capital au XXI^e siècle

- Au moment où le consentement à l'impôt est remis en cause par toutes sortes de groupes de pression sur la toile (Pigeons, Poussins) et dans la rue (Bonnets rouges) et où le ministre de l'Économie et des Finances évoque lui-même « un ras-le-bol fiscal »¹, l'économiste Thomas Piketty livre, après quinze années de recherches, une somme considérable sur la question des inégalités de richesses. Il s'empare ainsi d'un thème resté longtemps dans le giron de la sociologie, du moins en France, et en propose une approche économique. En comblant ce « no man's land académique » français (p. 39), il se rapproche de la démarche d'économistes anglo-saxons tels que Joseph Stiglitz² ou Amartya Sen³. Depuis le début des années 1980, les inégalités de revenus n'ont cessé de croître du fait du rôle grandissant du capital privé. La France de 2013 présenterait, selon son auteur, une situation quasiment identique à celle de la Belle-Époque, sommet historique des inégalités de patrimoine et de revenus.
- Ce constat alarmant est le fruit d'une analyse en équipe d'un corpus varié, composé des différentes comptabilités nationales enrichies par la référence à des œuvres littéraires (Balzac, Austen) ou cinématographiques (Tarantino). Plus de deux siècles d'histoire mondiale des inégalités sont ainsi éclairés à travers une large palette de sources et d'exemples. Ce sont précisément ces ouvertures chronologiques et épistémologiques qui constituent l'aspect inédit de l'œuvre de Thomas Piketty. Différents niveaux de lecture sont proposés par un auteur soucieux de partager avec le plus grand nombre ses conclusions sur cette question universelle : en complément du livre, les spécialistes en économie peuvent se reporter à l'annexe technique⁴ et statistique disponible sur internet. Ce souci de pédagogie civique se manifeste aussi dans la progression du livre qui passe au crible toutes les problématiques des inégalités en proposant au préalable une réflexion sur les concepts mobilisés pour aboutir à des propositions concrètes de régulation du capital.
- Selon Thomas Piketty, l'histoire de la répartition de la richesse n'obéit pas à des tendances spontanées de l'économie, mais elle est le reflet « d'une histoire profondément politique ». Grâce à un dépouillement d'archives méticuleux, il réalise, pour les pays occidentaux, une comparaison détaillée du rapport entre la valeur du capital privé national et le revenu national annuel sur deux siècles. Alors que le ratio du capital par rapport au revenu national augmente en Europe tout au long du XIX° siècle jusqu'au pic de la Belle-Époque (de l'ordre de 6 à 8), il plonge vers une valeur de 2 à 3 au sortir des deux conflits mondiaux. Cette chute brutale s'explique par les destructions engendrées par les deux guerres mondiales, ainsi que la forte augmentation des taux d'impôts sur le capital au cours du premier XX° siècle. À l'inverse, Thomas Piketty fait apparaître un phénomène de rattrapage progressif et continu de la capitalisation patrimoniale de l'après-guerre jusqu'à la crise boursière de 2007. La forte appréciation de la valeur des actifs sur les marchés financiers et les vagues de privatisation du patrimoine public ont même accéléré depuis le début des années 1980 cette tendance à la reconstitution du capital privé.
- Au-delà de ces causes, l'auteur met en lumière « une force de divergence fondamentale » à l'œuvre dans toute l'histoire, alors même que le capital a changé de nature, à savoir que le taux de rendement du capital (4-5 %) est généralement à long terme plus élevé que le taux de croissance du revenu, de la production, et de la population (1-2 %). Théorisé sous forme mathématique (r>g)⁵, ce ratio favorable au capital implique mécaniquement l'augmentation du rapport entre le capital et le revenu national. Il s'agit de « la deuxième loi fondamentale du capitalisme » mise en avant par Thomas Piketty. Ainsi un pays qui épargne beaucoup et qui croît lentement accumule dans le long terme un énorme stock de capital. C'est par exemple le cas du Japon, où la valeur totale du capital est 7,5 fois plus importante que le revenu national total de ce pays. L'augmentation de ce rapport β date des années 1950 et devrait se poursuivre jusqu'en 2100 pour atteindre une valeur inédite de 7 à l'échelle mondiale. Cela s'explique

par deux facteurs : une baisse conjointe du taux de croissance démographique et du taux de croissance économique.

- Pour l'auteur, cet état de fait implique que les patrimoines issus du passé se recapitalisent plus vite que la croissance de la production et des revenus : « le passé dévore l'avenir ». Les patrimoines hérités dominent les patrimoines constitués au cours d'une vie, ce qui n'est pas sans poser la question du mérite. Le discours que Balzac place dans la bouche de Vautrin, sur l'avantage qu'apportait l'acquisition d'une rente par rapport aux revenus d'un travail, semble de nouveau pertinent, malgré « l'euthanasie des rentiers » consécutive aux deux guerres mondiales. Toutefois l'émergence d'une « classe moyenne patrimoniale » pendant le XX^e siècle tend à nuancer partiellement la comparaison actuelle avec la situation de la Belle-Époque. Ainsi en France, le décile supérieur possédait près de 90 % des patrimoines en 1910, mais seulement 60 % aujourd'hui. Si l'inégalité dans la possession du patrimoine demeure forte, elle a tout de même diminué au cours du XX° siècle. L'inégalité s'insinue aussi dans les rendements du capital dont les taux varient selon son accumulation et sa nature. Par exemple, les meilleures universités américaines obtiennent pour leurs dotations des rendements allant jusqu'à 10 % (grâce au recrutement de gestionnaires hors pair), alors que le rendement de l'immobilier est de l'ordre de 3 à 4 % pour les loyers, et quasi nul pour un compte d'épargne. Ces écarts favorisent les plus grands possesseurs de capitaux, puisqu'ils possèdent proportionnellement plus d'actifs financiers que d'actifs immobiliers. De façon plus générale, la capacité du capital à se reproduire automatiquement au-delà d'un certain seuil contribue à renforcer encore ces logiques inégalitaires, de même que la tendance à la baisse de la taxation des capitaux depuis la fin des années 1970.
- La démonstration ne se limite pas à montrer l'apparition d'un « nouveau capitalisme 6 patrimonial ». C'est en effet toute une conception de la place de l'économie dans le monde scientifique et du rôle du chercheur dans la cité qui est réaffirmée par un auteur conscient de la méfiance grandissante des citoyens et d'une partie de la communauté scientifique à l'égard des experts économiques. Pour établir un pacte de confiance avec ses lecteurs, l'économiste ponctue son argumentation de quelques précisions autobiographiques pour mieux introduire les positions qu'il défend. Membre d'une génération passée à l'âge adulte au moment de la chute du mur de Berlin, Thomas Piketty souligne que l'échec de l'expérience soviétique l'a « vacciné à vie contre les discours anticapitalistes convenus et paresseux » : le titre du livre doit ainsi se lire à la fois comme une référence et comme une mise à distance de l'ouvrage de Marx⁷. Sans élaborer de nouvelle idéologie, il met à disposition de ses lecteurs des outils multiples pour comprendre l'inégalité. La mobilisation des sources romanesques aux côtés des séries statistiques est symptomatique d'une volonté de rapprocher toutes les humanités, à rebours de la tendance actuelle d'une économie tournée quasi-exclusivement vers la modélisation mathématique. L'ancien étudiant de « math-spé » fustige d'ailleurs la dénaturation récente de sa discipline, qu'il entend ancrer au sein des sciences sociales. Ce livre est « autant un livre d'histoire que d'économie » (p. 65), tant il est vrai que la démarche historique lui permet d'écarter certaines théories économiques erronées, comme la courbe de Kuznets, et de repenser l'histoire économique occidentale. Si son argumentation embrasse tous les pans des sciences sociales, il reste cependant en retrait sur le terrain d'une philosophie politique de l'inégalité contemporaine, contrairement à un Rousseau au siècle des Lumières⁸.
- Placé devant deux options qu'il refuse (le creusement irrémédiable des inégalités ou la perspective de la guerre comme purge à l'accumulation du capital), Thomas Piketty propose ses propres solutions pour un « dépassement du capitalisme qui soit à la fois plus pacifique et durable ». Cette recherche d'une troisième voie le conduit à renvoyer souvent Marx et Ricardo dos à dos. Pour ce faire, toutes les grandes problématiques économiques qui traversent aujourd'hui notre société sont abordées : règlement de la dette, niveau de prélèvement idéal, avenir de l'euro, transparence fiscale. Critiquant la complexité de l'État sans pour autant mettre en cause l'ensemble de ses fonctions sociales, il plaide alors pour la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt, véritable *leitmotiv* de son œuvre⁹. La grande originalité de son apport consiste dans la volonté novatrice d'instaurer sur les patrimoines les plus importants

5

un impôt permanent, portant sur toutes les formes de capital, et cela au niveau mondial. S'il peut sembler s'agir d'« une utopie utile » du fait de l'échelle d'application de cet impôt et de la nécessaire transparence financière qu'il implique, il pourrait néanmoins favoriser une régulation du capitalisme dans la mondialisation. Thomas Piketty estime cependant que cet impôt mondial sur le capital n'aurait pas vocation à combler les déficits actuels de l'État social, car son apport en terme de recette serait limité, étant donné les taux bas proposés. Son rôle serait avant tout de compléter l'impôt sur le revenu pour les individus dont le revenu fiscal est très largement inférieur à leur dotation en patrimoine et de mettre un terme à la spirale inégalitaire. L'auteur juge l'échelon européen comme le plus apte pour mettre en œuvre efficacement un tel impôt. Ce constat l'amène à prôner une refonte des institutions de l'Union européenne, dans le sens d'une intégration plus forte, avec la création d'un ministère européen des Finances et un second parlement à vocation budgétaire.

Le Capital au XXI^e siècle est donc un livre indispensable pour comprendre la question de l'évolution des inégalités économiques à notre époque. En joignant à ses analyses économiques des propositions concrètes, Thomas Piketty contribue ainsi à enrichir le débat politique. Son ambition s'inscrit d'ailleurs dans un mouvement plus général, assez récent, qui affirme la nécessité pour les citoyens de prendre pleinement part au débat et se traduit par l'apparition de nouveaux partis revendiquant une approche moins stéréotypée des problèmes économiques, comme la Nouvelle Donne ou « Nous, citoyens ».

Notes

8

- 1 Expression utilisée le 20/08/2013 par le ministre des Finances et de l'Économie Pierre Moscovici au micro de France-Inter en réponse à la question d'un journaliste : « je suis très sensible à ce ras-le-bolfiscal que je ressens de la part de nos concitoyens, qu'ils soient des ménages, des consommateurs ou qu'ils soient des entreprises et ça nous l'écoutons ».
- 2 Stiglitz Joseph, *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future*, New York, W.W. Norton & Company, 2012.
- 3 Sen Amartya, Inequality Reexamined, Harvard U.P and Oxford U.P, 1992.
- 4 http://piketty.pse.ens.fr/capital21c
- 5 r>g où r est le taux de rendement du capital et g le taux de croissance global.
- 6 Jorion Paul, Misère de la pensée économique, Paris, Fayard, 2012.
- 7 Marx Karl, Le Capital, Critique de l'économie politique, 1867.
- 8 Rousseau Jean-Jacques, Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes, 1755.
- 9 Landais Camille, Piketty Thomas, Saez Emmanuel, *Pour une révolution fiscale. Un impôt sur le revenu pour le XXI° siècle*, Paris, Seuil, 2001.

Pour citer cet article

Référence électronique

Guillaume Cassier, Kévin Crouzet, Benjamin Dourdy et Lino Galiana, « Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2013, mis en ligne le 05 décembre 2013, consulté le 01 février 2016. URL : http://lectures.revues.org/12931

À propos des rédacteurs

Guillaume Cassier

Étudiant en master d'histoire contemporaine, ENS de Lyon

Kévin Crouzet

Étudiant en master d'histoire contemporaine, ENS de Lyon

Benjamin Dourdy

Étudiant en master d'histoire moderne, ENS de Lyon

Lino Galiana

Étudiant en licence d'économie, ENS de Lyon

Lectures

Droits d'auteur

 $\ \ \, \mathbb{O}\ \,$ Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors